

Retour vers le futur : 1935 ?

Posté le : 20 septembre 2011 12:24 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
 Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Analyse sectorielle, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

La tentation des comparaisons historiques plus ou moins bancales est toujours grande lors des crises un peu sévères. Quand l'avenir est incertain, on aime se raccrocher à quelque chose de familier même si le passé lointain est généralement plus fantasmé que connu.

On l'a bien vu hier soir dans un de ces débats télévisés où deux intervenants censés avoir des connaissances économiques solides se sont empoignés pour affirmer, pour l'un que la déflation était la raison de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, pendant que, pour l'autre, c'était la déflation.

La minuscule affaire grecque, une perte sur crédit d'une centaine de milliards d'Euros (à rapprocher des quatre mille milliards d'Euros sur crédit perdus depuis fin 2006 dans le monde entier), fait renaître les pires fantasmes d'une montée prochaine du fascisme pour un camp, du socialisme violent pour l'autre. Avènement d'un nouvel Hitler ou nouveau Front Populaire, tel serait le choix !

Il faut dire que les difficultés économiques stimulent les extrêmes. Mme Le Pen et M. Mélenchon tiennent désormais des discours économiques que les tenants des principes qui nous gouvernent et qui nous ont mené là où nous sommes ne peuvent plus réellement juguler.

Dans ce maelström toutes les postures deviennent des contorsions. La droite libérale en vient à défendre les suggestions d'Attac, le mouvement post communiste bien connu. La gauche plaide pour l'austérité et la militarisation du redressement des jeunes délinquants. Les keynésiens d'hier plaident pour une réduction drastique des déficits et de la dette. Les libéraux d'hier suggèrent qu'on pourrait nationaliser les banques, temporairement bien sûr. Les européistes d'hier ne se souviennent plus très bien pourquoi ils ont voulu l'acte unique et l'Euro. Les souverainistes plaident pour un tarif extérieur commun renforcé. La BCE viole ses statuts tous les jours.

La crise a bousculé cul par-dessus tête les discours figés du politiquement correct d'avant. L'Europe, c'était bien et cela ne se discutait pas. On pouvait l'étendre ad libitum : le mouvement d'élargissement se justifiait par le seul fait qu'il avait lieu. L'Euro c'était bien et cela ne se discutait pas. L'impôt: super ! La dette : pas grave ! Le désordre monétaire international : la marque de la vitalité des marchés, à qui il aurait été stupide de s'opposer !

On s'aperçoit toujours de la fragilité des vulgates lorsque les populations s'affolent.

Surtout quand on les laisse sans perspectives.

Mettons nous tout de même un instant dans la peau d'un chômeur qui a été licencié en 2008 et peine à retrouver un emploi trois ans plus tard, de parents dont les enfants ne trouvent pas à s'employer au sortir d'études immensément rallongées, d'accédants à la propriété à bout de ressources (ils se sont endettés pour trente ans !) à qui on a doublé la taxe foncière et fortement grossi la taxe d'habitation. A tous on affirme : vous allez payer pour la Grèce ; vous allez payer pour sauver l'Euro et si on n'y arrive pas vous perdrez vos plans d'épargne ; vous allez payer parce que vous n'aviez pas assez payé

encore alors que la France est au sommet des prélèvements. Et à tous ces gens, une littérature pressée d'extraire le jus de la crise explique qu'ils n'ont encore rien vu, que le pire est devant eux.

Pas une explication des différentes crises qui nous frappent. Pas la moindre perspectives sérieuses de s'en sortir. Et des élections en vue, partout, qui ont l'énorme inconvénient d'interdire la seule vertu utile en temps de crise : la constance.

Ce qui nous ramène à 1935. La confusion la plus totale régnait comme aujourd'hui. La crise avait également quatre ans en France. La reprise n'avait pas eu lieu. Les politiques fondées sur des a priori qui faisaient consensus ne marchaient pas. La politique de déflation qui avait sa chance se trouvait confrontée aux perspectives d'élections perdantes. On allait sombrer dans le n'importe quoi et aggraver tout. La France sortirait des années trente en ayant perdu autant que pendant la Grande Guerre. Il lui faudra quarante ans pour se remettre avant d'oublier les leçons si durement apprises.

Quant au monde ! Il a absolument tout oublié. On a voulu créer en 1971 un monde basé sur les relations de force entre les états, systèmes sociaux contre systèmes sociaux, politiques contre politiques, puissance économique contre puissance économique en supprimant toutes les écluses, tous les canaux, toutes les pompes aspirantes et refoulantes. Les américains croyaient qu'ils gagneraient facilement. Les Allemands et les Japonais étaient sûrs d'eux. Les nationaux communistes Han ont vu la faille et ont cru qu'ils pourraient manger l'économie du monde et assurer leur domination. Les pays pétroliers pensaient pouvoir s'en sortir sans problème grâce à la manne pétrolière.

Les Français, eux, réglait de vieilles querelles du dix-neuvième siècle, sans se rendre compte de rien.

Nous sommes au bout de ce chemin là. On redécouvre qu'il n'y a pas de solution sans une coopération entre les états ; qu'on ne peut pas assumer des libertés économiques sans monnaie de référence et sans politique harmonisée des changes ; que la concurrence des systèmes ne fonctionnent qu'avec des pare-chocs et des écluses.

En sécurité routière on sait bien qu'un tank aussi blindé soit-il, n'est pas sûr, pas plus qu'un cerf volant allégé à l'extrême. Il faut éviter les chocs et en cas de choc évacuer un maximum d'énergie pour protéger les passagers.

Eviter les chocs en économie mondialisée, c'est déjà éviter les systèmes instables comme les monnaies flottantes en organisant de surcroit l'irresponsabilité totale des gouvernements vis-à-vis des conséquences de cette instabilité. Instabilité structurelle plus irresponsabilité structurelle, les deux mamelles du désastre économique.

En 1935 tous les pays ont voulu s'en sortir par eux mêmes, ayant désespéré de toute coopération internationale, tout en ouvrant la porte à leur démons intérieurs (communismes staliniens, socialismes divers, fascisme et national socialisme). Aujourd'hui les démons intérieurs n'existent pas : il n'y a pas de grande idéologie en attente de s'imposer. Les socialismes nationaux ou autres ne sont plus dans les esprits ni les espoirs. Les nationalismes flamboyants ont disparu au moins en Europe même si les égoïsmes et les petits calculs demeurent.

Ce qu'il faut donc craindre c'est d'abord le n'importe quoi spontané né de la peur.

Car la solution existe.

En 1935 il était impossible d'assurer la coopération internationale autour d'un projet commun. Hitler et Staline imposaient leur loi. Des professions de foi violentes courraient le monde et elles étaient militantes. Les grandes puissances imposaient leur loi à de nombreuses colonies et des nationalismes s'exacerbaient, comme celui des Japonais ivres de "lebensraum".

Rien de tout cela aujourd'hui : l'islamisme radical n'est pas mort mais il est sans influence mondiale et incapable de faire lever des masses ni de proposer un système d'organisation un minimum sexy. L'islamo-nationalisme iranien est contraint par les révoltes qu'il est obligé de réprimer et son isolement international. Les rebonds de nationalisme dans les pays de l'ex URSS ou sous sa domination n'ont pas d'importance cruciale. Il faut bien retrouver un peu de quant à soi. Le nationalisme Han est le seul qui soit réellement dangereux. Mais il est totalement dépendant de la bonne volonté occidentale. Que la Chine soit exclue de la mondialisation et le système s'effondre ! Ce sera un nationalisme prudent.

Nous sommes donc dans une situation totalement différente de 1935. Il suffirait de sortir de la confusion pour que les voies d'un redressement général apparaissent ouvertes.

Comment faire ? Il n'y a qu'un seul chemin : le G.20 annonce que les états membres coopèrent pour mettre fin aux causes du désastre économique en cours clairement identifiées et pour créer les conditions d'une croissance dans la coopération, seule capable de liquider l'accumulation des dettes constatées depuis 40 ans.

Les causes des désordres financiers et de l'accroissement global sont parfaitement connues : laxisme financier des uns et mercantilismes divers dans un système de changes flottants de monnaies administratives où personne n'est responsable de ses équilibres extérieurs, alors que les mouvements financiers sont totalement libérés.

Une fois le système mondial stabilisé avec des changes fixes et ajustables, une instance internationale disposant de pouvoirs réels de régulation, une coopération explicite des nations, le sauvetage de la zone Euro devient un jeu d'enfants.

Les états redeviennent responsables de leurs comptes extérieurs et de la valeur externe de leur monnaie, tout autant que de leurs équilibres intérieurs, le plein emploi étant un des équilibres majeurs dont on parle. Ils sont obligés de coopérer pour la croissance et l'amortissement des dettes monstrueuses accumulées par le système de double pyramide de crédits Rueff-Allais.

L'absence d'idéologies délétères permet de reprendre progressivement le chemin d'une mondialisation plus heureuse sans sombrer dans les expériences mortifères.

En 1935, les auteurs ne voyaient plus d'avenir. On croyait à la fin du cycle d'expansion appelé révolution industrielle. Le slogan n'était pas "no future" mis c'était dans les esprits. On sait ce qui est advenu : la plus grande mutation de toute l'histoire de l'humanité !

Ne tombons pas dans ce travers. Il est parfaitement possible de préparer un avenir intéressant et progressiste pour l'humanité.

Mais il ne faut pas se tromper de chemin.